

PRINTEMPS ARABE, HIVER TURC

Tunisie et Turquie sont à la croisée des chemins.

La première se construit, la seconde se désagrège.

Vendredi 9 octobre, à Oslo, c'est un prix Nobel de la paix collectif qui a récompensé le Dialogue national tunisien, aussi appelé le Quartette, qui réunit les principales organisations de la société civile: la Ligue tunisienne des droits de l'homme, le principal syndicat, le patronat et l'Ordre des avocats. Dans le cadre du Dialogue national tunisien, c'est le Quartette qui a porté à bout de bras le processus de démocratisation depuis la chute de Ben Ali en 2011 et malgré la mainmise des islamistes du parti Ennahdha jusqu'à 2014.

Certes, le pays est encore loin d'être remis sur les rails. Son économie peine à retrouver son niveau d'avant le printemps arabe, les libertés individuelles n'y sont pas encore toutes garanties. Et le terrorisme a aussi frappé, au Musée du Bardo à Tunis et dans la station touristique de Sousse: 63 morts en 2014. Mais au moins le processus démocratique tunisien a-t-il encore un avenir. À l'inverse de ses principaux voisins: en Algérie, une

réconciliation de façade cache mal une islamisation de la société à marche forcée, en Libye prime toujours l'état de guerre civile. Tandis qu'un peu plus à l'est, la population égyptienne reste prisonnière du terrible bras de fer entre militaires et islamistes des Frères musulmans.

La Turquie, elle, n'a pas connu son printemps arabe. Au contraire, c'est un sale hiver qui s'annonce. Samedi 10 octobre, deux kamikazes se sont fait exploser en plein milieu d'une manifestation pour la paix à Ankara, alors que les opérations militaires turques contre la guérilla kurde se sont intensifiées depuis trois mois. Bilan: 128 morts, soit le plus grand massacre de l'histoire de la République turque. Le mode opératoire désigne l'État islamique. Mais c'est au président Erdogan que sont adressés les principaux reproches. L'autocrate à la tête de la Turquie depuis 2002 n'a eu de cesse d'alimenter récemment les rivalités, à l'intérieur ou hors de ses frontières. En fermant les yeux, au besoin, sur la présence de ces mêmes groupes djihadistes qu'on soupçonne aujourd'hui d'avoir meurtri son pays. L'EI a sans doute commis les attentats d'Ankara. Mais le lendemain, à Istanbul, c'était "État assassin" ou "À bas le pouvoir de la mort" qu'on lisait sur les banderoles. Et certains agitent déjà, en Turquie, le spectre de la guerre civile.